

## DÉGRADATION INÉDITE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AVANT LA SAISON DE SOUDURE 2022

**S**elon le **Global Terrorism Index**, le Burkina Faso est le quatrième pays du monde le plus gravement affecté par le terrorisme. Sur un total de 732 morts, plus de 65 % des décès liés au terrorisme au Burkina Faso sont des civils. Ces attaques entraînent le déplacement massif des populations rurales vers les centres urbains, occasionnant un effondrement de la production agricole, à un rythme en rapide augmentation depuis le début de l'année 2022. En effet, 270 000<sup>1</sup> nouvelles personnes ont été déplacées entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Mars 2022, soit 15% du déplacement total de 1,85 million de personnes depuis le début de la crise en 2019. Ces personnes se trouvent majoritairement dans les régions du Centre Nord (36%), du Sahel (32%), du Nord (12%) et de l'Est (9%).

D'après les résultats d'analyse du Cadre Harmonisé de Mars 2022, il a été estimé qu'en période projetée (juin-juillet-août) **un total 3,45 millions de personnes seront en insécurité alimentaire sévère (CH phase 3+) pendant la période de soudure (juin-juillet-août) 2022**, dont 630 000 au bord de la famine. Cela représente une augmentation de près de 20%

(soit 550 000 personnes supplémentaires) de la population en phase 3+ par rapport au Cadre Harmonisé de Mars 2021 et **constitue le plus haut niveau jamais atteint depuis le début du Cadre Harmonisé dans le pays en 2013**.

La dégradation de la situation est plus frappante encore concernant la population en phase 4 du Cadre Harmonisée, passant de 344 000 en Mars 2021 à 630 000 en Mars 2022, soit une hausse de 82%. Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire selon le CH de Mars 2022 sont réparties majoritairement dans le Sahel (20%), Est (17%), Centre Nord (16%), Nord (12%).

Cette brutale dégradation de la crise alimentaire s'illustre particulièrement dans la région du Sahel, qui concentre 32% des déplacés du pays selon le décompte du CONASUR au 31 mars 2022. Ainsi, l'ENSAN de février 2022 observe une violente augmentation des principaux indicateurs d'insécurité alimentaire dans chacune des quatre provinces de la région depuis l'ENSAN de février 2021, comme illustré ci-dessous avec le Score de Consommation Alimentaire (SCA) et le Reduced Coping Strategy Index (rCSI) :

	SCA Pauvre			rCSI Moyen		
	2021	2022	Variation	2021	2022	Variation
OULDALAN	0,0%	3,8%		4,24	10,34	144%
SENO	3,3%	17,1%	413%	4,12	13,27	222%
SOUM	2,0%	16,7%	739%	4,01	11,67	191%
YAGHA	3,3%	21,0%	529%	1,23	15,15	1128%

<sup>1</sup> Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso, Conseil National de Secours d'Urgence et de réhabilitation (CONASUR), Mars 2022

Au-delà de leur impact sur l'accès à la nourriture, les conséquences du conflit et des mouvements de populations continuent d'affecter les activités agricoles, de transformation et de commerce qui sont les principales sources de revenus dans les zones affectées. **La production céréalière nationale de la campagne 2021-2022 est estimée à moins de 10% de la moyenne quinquennale.** La production de légumineuse est estimée en baisse de 28% par rapport à la campagne passée. En effet, l'insécurité a conduit à une réduction des terres emblavées de 412 000 hectares depuis le début du conflit<sup>2</sup>. La production totale des cultures de rente (par exemple le coton ou les noix de cajou) est évaluée en baisse de 20% par rapport à l'année passée. Par ailleurs, la crise sécuritaire entraîne également une très forte déstructuration des marchés, en prévenant à la fois l'approvisionnement en denrées depuis les zones de production et l'accès des clients et commerçants vers les marchés, en raison de la forte insécurité sur les routes (engins explosifs improvisés, contrôles et détention illégaux, vols de biens, d'argent et de véhicules, attaques de groupes radicaux).

La performance négative de la saison agricole aggrave **la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés**, impactant négativement les capacités financières d'accès à l'alimentation des ménages. Le prix des céréales a augmenté de 61% en avril 2022 par rapport à la même période en 2021. Plus spécifiquement, le prix de plusieurs denrées alimentaires de base s'est envolé, notamment le millet (+59%), le haricot (+51%), l'huile (+63%), et la farine de blé (+25%).<sup>3</sup> Cette évolution est renforcée par la hausse des prix des produits alimentaires sur le plan international liés aux ruptures des chaînes d'approvisionnement et la hausse de l'inflation dues à la guerre en Ukraine. Il existe un effet de transmission des prix pour ces produits importés, surtout concernant l'huile et la farine

<sup>2</sup> MAAHM, DGESS 2021

<sup>3</sup> Bulletin d'information sur les marchés PAM-SONAGESS, Avril 2022

<sup>4</sup> Ministère des ressources animales et halieutiques, FAO : Enquête de Profilage des Personnes Déplacées Internes (PDI) sur la base de leurs moyens d'existence dans la branche d'activité de l'élevage au Burkina Faso, Mars 2021

de blé. Ces pressions inflationnistes sont encore renforcées par l'augmentation considérable du coût du fret et du carburant depuis 2021, particulièrement important dans un pays enclavé tel que le Burkina Faso, qui se répercutent sur les prix des denrées de base.

En contraste, et en lien avec la soudure pastorale, **on observe une forte hausse de l'offre sur les marchés à bétail par rapport à l'année dernière, dénotant le recours à des stratégies de survie de déstockage des éleveurs ne pouvant nourrir leurs animaux.** La détresse des pasteurs est illustrée par certaines pratiques rapportées dans le Nord et le Sahel, où les éleveurs nourrissent leurs animaux de carton mouillé pour remplacer le fourrage dans l'espoir de garder leur bétail en vie. La recrudescence de l'insécurité pendant la période de soudure pastorale a occasionné le départ massif des éleveurs vers grands centres urbains. Ceux-ci, en l'occurrence dans la zone sahélienne, sont confrontés de problème d'eau avec le tarissement précoce des mares et des barrages.



L'approvisionnement en eau pour les besoins domestiques et l'abreuvement des animaux se fait autour des mêmes puits traditionnels et des forages. Selon l'enquête de ministère des Ressources animales et halieutiques et la FAO, 2 500 000 têtes de bovins, 3 500 000 têtes de petits ruminants sont privées d'eau<sup>4</sup>. En supplément, plus de 15 millions têtes de

cheptel dans les communes prioritaires n'ont pas accès au minimum de quantité de d'eau par jour pour satisfaire leur besoin journalière : 15 litres par jour par Unité de Bétail Tropical (UBT) et 3,5 litres par jour par petit ruminant<sup>5</sup>.

A Djibo (la région du Sahel) la situation est tellement dégradée que 44% des 1,148 ménages déplacés de février 2022 sont contraints à un déstockage de 3,445 têtes de bovins et 67% des ménages déclarent être prêts à vendre 8 038 petits ruminants<sup>6</sup>. Concernant le petit élevage, le Burkina Faso a été touché pour la troisième fois par la résurgence du virus de la grippe aviaire (37 foyers dans sept régions du pays) qui a causé la perte de plus de 500,000 volailles fin février 2022 à l'échelle nationale.<sup>7</sup>

**Cette dégradation inédite de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence dans le pays se répercute fortement sur l'insécurité nutritionnelle.** Ainsi, on note entre 2017 et 2021 une hausse de la prévalence de la Malnutrition aiguë globale (MAG) de 8,6% à 9,7%. Ces résultats présentent des disparités entre les régions et à l'intérieur des régions. En effet, le taux de MAG est classé très élevé selon le seuil de l'OMS dans la région du Sahel (15.1%) et élevé dans cinq autres régions qui sont la région du Centre (12.1%) ; région du Nord (11.9%) ; la région du Plateau Central (11.3%) ; région de la Boucle du Mouhoun (10.8%) et la région du Centre Ouest (10.2%). Le taux de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) dépasse le seuil d'urgence dans la région du Sahel (2.7%). Selon l'analyse du Cadre Intégré de Classification de la Malnutrition Aiguë (IPC MA) de décembre 2021, cinq provinces dont

quatre du Sahel et une province du Nord (Loroum) sont dans une phase critique tandis que 18 provinces sont en phase sérieuse (phase 3) dans 8 régions du pays<sup>8</sup>.

En conséquence, près de 700,000 enfants de 6 à 59 mois sont estimés malnutris aigus pour l'année 2022 dont 180,000 malnutris aigus sévères et 520,000 malnutris aigus modérés. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère attendu au niveau national est passé de 151,214 à 179,252 soit une augmentation de 19% de 2021 à 2022. La malnutrition chronique touche 21,6% des enfants de moins de 5 ans, soit plus de 987,000 enfants<sup>9</sup>. Ce chiffre représente une perte annuelle de 800 millions de dollars US pour le Burkina Faso, soit environ 7,7 % de son Produit Intérieur Brut (PIB), du fait des effets cumulés de la sous-nutrition des enfants en termes de dépenses de santé, de dépenses scolaires et de perte de productivité sur le marché de l'emploi<sup>10</sup>.



<sup>5</sup> OXFAM, IRAM MON LAIT Est LOCAL - Note thématique thématique : Améliorer l'accès des éleveurs à une alimentation du bétail de qualité pour augmenter la production laitière dans les Pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest

<sup>6</sup> FAO: Evaluation rapide des moyens d'existence des nouvelles personnes déplacées internes de Djibo, province du Soum, région du Sahel. Mars 2022

<sup>7</sup> FAO: Bulletin d'information FAO Burkina Faso, Jan – Mars 2022

<sup>8</sup> Kossi, Mouhoun, Nayala, Sourou (région de la Boucle du Mouhoun) ; Kadiogo (région du centre) ; Namentenga (région du Centre Nord), Boulkiemde, Sanguié, Ziro (région du Centre Ouest); Gnagna, Tapoa, Komandjoari, Kompienga (région de l'Est) ; Passoré, Yatenga (région du Nord), Ganzourgou, Kourweogo (région du plateau central) et Bougouriba (région du Sud-Ouest).

<sup>9</sup> SMART 2021 – Burkina Faso

<sup>10</sup> Le Cout de la Faim en Afrique (COHA). L'incidence sociale et économique de la malnutrition chez l'enfant au Burkina Faso. L'étude a été menée dans le cadre de la Stratégie régionale africaine pour la nutrition (2005-2015) et de la Stratégie régionale africaine révisée pour la nutrition (2015-2025). [https://au.int/sites/default/files/documents/41660-doc-COHA\\_CONTINENTAL\\_REPORTFrench2021.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/41660-doc-COHA_CONTINENTAL_REPORTFrench2021.pdf)

**L**a crise alimentaire et nutritionnelle est aggravée par la crise hydrique à laquelle fait actuellement face le pays, réduisant la quantité d'eau disponible pour les usages agropastoraux et augmentant l'impact des maladies hydriques sur la productivité et la malnutrition. Le taux d'accès à l'eau potable était déjà faible avant la crise (63%) mais a chuté à 44% en raison de l'afflux massif de personnes déplacées internes créant une pression additionnelle sur les points d'eau déjà insuffisants.

De plus, de nombreux points d'eau utilisés pour la consommation humaine et animale sont saisonniers mais le changement climatique vient s'ajouter au contexte hydrogéologique complexe pour réduire davantage la disponibilité des ressources en eau.

La pluviométrie déséquilibrée lors de la dernière saison des pluies 2021 a engendré un assèchement précoce des sources d'eau dans de nombreuses zones du pays, surtout au Sahel et au Centre-Nord. La pénurie d'eau a également été aggravée depuis le début de l'année par les attaques ciblées sur les points d'eau et pylônes électriques : 44 incidents ont été répertoriés de janvier à avril 2022, privant plus de 500 000 personnes de leur accès à l'eau.

Aujourd'hui, plus de 2,5 millions de personnes dans les communes prioritaires n'ont pas accès au minimum de 20 litres d'eau par jour par personne nécessaires pour l'utilisation domestique<sup>11</sup> sans compter l'utilisation pour l'agriculture et l'élevage. Les conséquences dramatiques de cette situation sont l'aggravation de la morbidité et la mortalité liés à la malnutrition et à la crise alimentaire en raison de l'augmentation de la prévalence des maladies hydriques.



**C**ette situation est d'autant plus préoccupante qu'en Mars 2022, 179 centres de santé ont fermé dans 8 régions privant des soins de santé et de nutrition à 2 050 031 personnes, soit 14% du total des centres de santé des 8 régions et 9% des centres de santé au niveau national. 44% des centres de santé fermés sont dans la région du Sahel, 20% au Centre Nord, 20% au Nord et 6% dans la région de l'Est.

La fermeture des centres de santé a un impact dévastateur sur la survie des populations avec une augmentation de la morbidité et la mortalité au sein des populations déplacées internes et des communautés hôtes.

Selon le cluster santé, près de la moitié des cas de décès d'enfants de moins de cinq ans sont causées par trois maladies : le paludisme (21%), la pneumonie/IRA (19%), et la Diarrhée (15%). Dans les trois cas, la morbidité et la mortalité sont aggravés par la sous-alimentation liée à la crise alimentaire et nutritionnelle.

**E**n conséquence de tous les facteurs précédents, les ménages en insécurité alimentaire aigüe ont besoin d'une assistance d'urgence pour prévenir l'aggravation de leur situation alimentaire et nutritionnelles et donc de leur état de santé.

Par la suite, les groupes vulnérables nécessitent un soutien pour la restauration de leurs moyens d'existence et de leur production agricole afin de réduire les risques de recours à des stratégies de survie négatives sévères. Ils ont besoin de voir leurs activités génératrices de revenus relancées, de disposer d'intrants agricoles (semences améliorées et matériels horticoles) ou de petits ruminants pour la reconstitution de leurs cheptels et d'être accompagnés pour la production agropastorale. Conformément à l'approche Nexus, l'assistance alimentaire d'urgence devra être complétée dans un second temps par une réponse en développement telle que le relèvement économique et l'appui au secteur privé.

## AUJOURD'HUI, LE HRP 2022 N'EST FINANCÉ QU'À 15 %<sup>12</sup>.

LA SITUATION EST DÉSORMAIS DÉSASTREUSE ET LE DÉFICIT DE FINANCEMENT ABYSSALE FORÇANT LES ACTEURS HUMANITAIRES À RECOURIR À LA RÉDUCTION DE MOITIÉ DES RATIONS ALIMENTAIRES DISTRIBUÉES, EN DEÇÀ DES NORMES HUMANITAIRES, POUR SAUVER AUTANT DE VIES QUE POSSIBLE. CES PERSONNES RISQUENT DE SOMBREUR DANS LA FAMINE SI NOUS N'AGISSONS PAS.

LES PARTENAIRES DU CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ONT LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE FAIRE PLUS DE TRAVAIL POUR SAUVER DES VIES.

MAIS IL MANQUE 92,6<sup>13</sup> MILLIONS DE DOLLARS POUR MENER LES ACTIONS HUMANITAIRES ESSENTIELLES MINIMALES.



<sup>12</sup> <https://fts.unocha.org/>

<sup>13</sup> \$70M pour l'Assistance Alimentaire, \$7M pour l'élevage et \$15M pour les Moyens d'Existence